

**GROUPEMENT DE COMMANDES DES CAF
DU PAS-DE-CALAIS, DE L'OISE ET DE LA SOMME**

C.C.A.P.



Cahier des Clauses Administratives Particulières

**SERVICES DE NETTOYAGE DES
LOCAUX DE LA CAF DE L'OISE**

Accord-cadre n° AO/2025/NETTOYAGE-CAFOISE

Coordonnateur du groupement de commandes - Acheteur
Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais
Rue de Beaufort
62 015 ARRAS CEDEX

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

- 1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE
- 1.2 DECOMPOSITION EN LOTS
- 1.3 MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES
- 1.4 PARTIES CONTRACTANTES DE L'ACCORD-CADRE
- 1.5 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

- 2.1 PIECES PARTICULIERES
- 2.2 PIECES GENERALES

ARTICLE 3 – OBLIGATION DE RESULTAT

ARTICLE 4 – FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

- 4.1 FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF JURIDIQUE
- 4.2 FORME DE L'ACCORD-CADRE
- 4.3 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE
- 4.4 EMISSION DES BONS DE COMMANDE

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

- 5.1 DISPOSITIONS D'EXECUTION
- 5.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE
- 5.3 MODALITES DE TRANSMISSION ET CONTENU DES BONS DE COMMANDES
- 5.4 MODIFICATIONS D'UN BON DE COMMANDE

ARTICLE 6 – PRIX

- 6.1 TYPE DU PRIX
- 6.2 CONTENU DES PRIX
- 6.3 VARIATION DES PRIX

ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

- 7.1 RETENUE DE GARANTIE ET AVANCE
- 7.2 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS A PRIX GLOBAL FORFAITAIRE
- 7.3 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS A PRIX UNITAIRE
- 7.4 MODALITES DE REGLEMENT
- 7.5 DELAI DE PAIEMENT - NANTISSEMENT

ARTICLE 8 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 9 – CLAUSES DE REEXAMEN

- 9.1 CLAUSES DE REEXAMEN NE NECESSITANT PAS L'ETABLISSEMENT D'UN AVENANT
- 9.2 CLAUSES DE REEXAMEN NECESSITANT L'ETABLISSEMENT D'UN AVENANT

ARTICLE 10 – REFACTIONS ET PENALITES

- 10.1 REFACTIONS
- 10.2 PENALITES APPLICABLES

ARTICLE 11 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

ARTICLE 12 – CLAUSE SOCIALE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

ARTICLE 14 – ASSURANCES

ARTICLE 15 – REPRISE DU PERSONNEL

ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 17 – RESILIATION

ARTICLE 18 – REGLEMENT DES LITIGES

ARTICLE 19 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Annexe 1 du Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) : Pénalités

ARTICLE 1 – OBJET DE L'ACCORD-CADRE – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre concerne la mise en œuvre de prestations de services de nettoyage des locaux pour le compte de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Oise membre du groupement de commandes et est conclu sous la forme d'un appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles R2124-1 à R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont renseignées dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

Sans objet.

1.3 MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Le présent accord-cadre est passé sous la forme d'un groupement de commandes porté par le coordonnateur du groupement la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais, et composé de plusieurs organismes adhérents.

Les prestations du présent marché concernent uniquement l'organisme adhérent de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Oise, membre du groupement.

1.4 PARTIES CONTRACTANTES DE L'ACCORD-CADRE

1.4.1 Les parties contractantes sont :

D'une part : la Caisse d'Allocations Familiales du Pas-de-Calais, représentée par son Directeur, Monsieur Jean-Jacques PION, acheteur signataire de l'accord-cadre, en charge du pilotage de l'accord-cadre pour le compte des organismes membres du groupement de commandes.

En tant que coordonnateur du groupement de commandes, la CAF du Pas-de-Calais conclut cet accord-cadre pour le compte de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Oise qui peut bénéficier des prestations du présent accord-cadre par la passation de bons de commande.

D'autre part : le prestataire de service qui conclut le marché et désigné dans le présent CCAP par l'expression : "le titulaire".

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de l'organisme acheteur ou de son représentant. Ce responsable est désigné dans le présent CCAP par l'expression : "le représentant du titulaire".

1.4.2 Chaque organisme membre du groupement de commandes est représenté par son Directeur ou sa Directrice.

1.4.3 Dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre, le comptable assignataire est le Directeur Comptable et Financier ou la Directrice Comptable et Financière de chaque organisme membre du groupement de commandes.

1.5 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est exécutoire et prend effet le 1er décembre 2025.

L'accord-cadre est conclu pour une période d'un an à compter de sa date d'effet et pourra être renouvelé 2 fois par reconduction expresse, pour une même durée soit une année selon les modalités prévues ci-après, sans toutefois que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder trois ans.

Dans l'hypothèse où le coordonnateur du groupement de commandes souhaiterait reconduire l'accord-cadre, il devra, au moins 90 jours francs avant la date d'échéance de l'accord-cadre, prendre une décision de reconduction expresse notifiée au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine de réception de cette reconduction expresse par le titulaire.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre dans les conditions définies ci-dessus, chaque organisme membre du groupement de commandes se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

Les prestations de nettoyage sont exécutées conformément aux dispositions de l'article 5 du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP). A titre indicatif, la date de début d'exécution des prestations récurrentes forfaitaires de nettoyage est prévue au 1er décembre 2025, pour permettre au titulaire de mettre en œuvre les prestations d'initialisation / démarrage définies à l'article 8 du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes ; elles prévalent les unes par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre elles :

2.1 PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (AE) du titulaire ainsi que son annexe 1 relative à la "clause sociale obligatoire d'insertion par l'activité économique" ;
- Les pièces financières de l'accord-cadre : les décompositions du prix global et forfaitaire DPGF et les bordereaux des prix unitaires BPU ;
- Le document "clause de réexamen" ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ainsi que son annexe 1 relative aux pénalités ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Les bons de commande, documents d'exécution de l'accord-cadre ;
- L'offre technique du Titulaire, composée du cadre de réponse technique, du cadre de conformité de l'offre et du cadre de réponse intentions du candidat en matière de développement durable ;
- Tous les documents établis et produits par le titulaire durant l'exécution des prestations (référentiel qualité, calendrier de suivi des prestations, liste nominative du personnel, fiches techniques etc.).

2.2 PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur lors du mois limite de remise des offres tel que défini au règlement de consultation.

- Le Code de la commande publique ;
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale ;
- Le Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, exception faite des dérogations indiquées dans le présent CCAP.

Les dispositions figurant dans les pièces contractuelles listées ci-dessus prévalent sur l'ensemble des documents transmis par le titulaire à l'appui du marché ou de sa facturation (conditions générales du titulaire). Toute clause contraire aux dispositions des pièces contractuelles listées ci-dessus est réputée non écrite.

Les exemplaires conservés par l'acheteur public font seuls foi en cas de litiges.

ARTICLE 3 – OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire doit à l'organisme une obligation de résultat et reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Pour atteindre son obligation de résultat, il appartient au titulaire de déterminer les volumes horaires et les effectifs nécessaires par site.

Il est précisé que l'organisme n'achète pas un volume d'heure mais une prestation avec obligation de résultat. Il appartient donc au titulaire de mettre en place tous les moyens humains, techniques, matériels et organisationnels pour assurer le meilleur niveau de qualité, son contrôle et inscrire l'exécution du marché dans un processus d'amélioration continue. Dans ce cadre, le titulaire doit également assurer l'ensemble des tâches élémentaires nécessaires au maintien de l'hygiène et de la propreté des locaux, même si elles ne sont pas explicitement mentionnées dans le cahier des charges du marché.

Le titulaire doit s'adapter en permanence afin de satisfaire à l'obligation de résultat.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire doit mettre en œuvre, si besoin est, et sans que l'organisme n'en fasse la demande, les moyens supplémentaires (en matériel et en temps à passer) visant à maintenir l'état de propreté pour la réalisation d'une prestation conforme, sans augmentation des prix. Si l'organisme estime que la prestation ne donne pas satisfaction ou que le titulaire ne respecte pas les engagements pris dans son offre, le titulaire devra mettre en place une organisation permettant d'atteindre la qualité attendue sans coût économique supplémentaire pour l'organisme. La remise en état de locaux, issue d'une insuffisance de nettoyage du fait du titulaire, sera mis à la charge du titulaire.

Pour les prestations récurrentes de nettoyage des locaux, les fréquences des prestations de nettoyage et de collecte et d'enlèvement des déchets minimales à mettre en œuvre sur les sites de l'organisme sont reprises en annexe des CCTP concernés. Ces fréquences de nettoyage sont données à titre indicatif, ne sont constitutives pour le titulaire que d'un engagement minimum et devront être augmentées si nécessaire pour s'adapter au marché en termes de résultat.

Dans le cadre de son obligation de résultat, le titulaire met en œuvre pour les prestations récurrentes de nettoyage des locaux le protocole d'entretien le plus adapté aux différents types de sols. Pour assurer le maintien en état de propreté de revêtements de sols particuliers (sol ardoisé par exemple), le titulaire détermine lui-même les prestations d'entretien et de traitement en profondeur des sols qu'il doit mettre en place. Les traitements en profondeur des sols selon leur nature (shampoing, spray, décapage, lustrage, récurage, émulsion) font partie de l'obligation de résultat et doivent être réalisés par le titulaire, dès que le besoin s'en fait sentir.

Tous les moyens et modalités décrits dans le cahier des charges du marché ne sont pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière dès lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.

ARTICLE 4 – FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

4.1 FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF JURIDIQUE

Première phase : en tant que coordonnateur du groupement de commandes, la CAF du Pas-de-Calais assure la passation et conclut l'accord-cadre avec le titulaire pour le compte de l'ensemble des organismes membres du groupement de commandes.

Seconde phase : des bons de commande sont émis par les organismes membres du groupement de commandes auprès du titulaire.

4.2 FORME DE L'ACCORD-CADRE

Conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique, un accord-cadre mono-attributaire est conclu avec un seul attributaire et est exécuté au moyen de bons de commande émis par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Oise membre du groupement de commandes.

4.3 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum en valeur défini ci-dessous :

Marché	Type d'accord-cadre	Nombre de titulaire par accord-cadre	Montant maximum € HT sur la durée totale maximum de validité de l'accord-cadre, toutes périodes de reconduction comprises
Services de nettoyage des locaux de la CAF de l'Oise	Accord-cadre à bons de commande	1	600 000,00 € HT

4.4 EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont émis par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Oise membre du groupement de commandes au fur et à mesure des besoins, sans engagement sur un montant minimum. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité dans l'hypothèse où des bons de commandes ne lui seraient pas passés.

Les bons de commande peuvent être émis par l'organisme pendant toute la durée de validité du présent accord-cadre. Les bons de commande notifiés au titulaire pendant cette période sont exécutés jusqu'à leur terme qui ne peut toutefois pas excéder de plus de trois mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 DISPOSITIONS D'EXECUTION

Prestations traitées à prix global forfaitaire dans le cadre du forfait :

Les prestations récurrentes comprises dans le forfait sont listées dans la Décomposition du prix global forfaitaire DPGF et s'exécutent dans les conditions définies ci-après :

La décision de notification de l'accord-cadre a valeur de bon de commande des prestations récurrentes forfaitaires au titulaire pour la période suivante :

- période comprise entre la **date de début d'exécution des prestations** fixée dans la décision de notification et le dernier jour de validité de la période initiale d'un an de l'accord-cadre.

Entre la date de notification de l'accord-cadre et la date de début d'exécution des prestations fixée dans la décision de notification, le titulaire met en œuvre les prestations d'initialisation / démarrage prévues au marché.

Par la suite, chaque décision de reconduction notifiée au titulaire a également valeur de bon de commande des prestations récurrentes forfaitaires au titulaire pour la période d'un an couverte par la reconduction concernée.

A titre indicatif, pour permettre au titulaire de mettre en œuvre les prestations d'initialisation / démarrage définies à l'article 8 du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP), la **date de début d'exécution des prestations récurrentes forfaitaires** est prévue à la date suivante :

- Au 1er décembre 2025 pour les services de nettoyage des locaux de la CAF de l'Oise.

Cas particulier des sites pour lesquels les prestations récurrentes prévues au forfait débiteront après la date de début d'exécution des prestations fixée dans la décision de notification : les prestations récurrentes des sites concernés seront exécutées au moyen de bons de commande émis par les organismes.

Prestations exceptionnelles ponctuelles à la demande traitées à prix unitaire :

Les prestations de nettoyage exceptionnelles ponctuelles à la demande qui peuvent être demandées par l'organisme sont listées dans le bordereau des prix unitaires BPU.

Les prestations à prix unitaires s'exécutent par bons de commande, au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Etant précisé que pour les prestations traitées à prix unitaire, pour permettre à l'organisme d'établir un bon de commande, le titulaire doit préalablement transmettre un devis à l'organisme, établi conformément aux conditions financières définies dans les bordereaux des prix unitaires.

Modalités d'établissement des bons de commande : préalablement à la passation de tout bon de commande, l'organisme acheteur concerné prend contact avec le titulaire afin de lui faire part de sa demande concernant une ou plusieurs prestations chiffrées au bordereau de prix unitaire.

A la suite de la demande de l'organisme, le titulaire transmet à l'organisme un devis détaillé, conformément aux conditions financières définies dans les bordereaux des prix unitaires.

Le délai d'exécution des prestations exceptionnelles ponctuelles à la demande commandées est défini d'un commun accord entre le titulaire et l'organisme et est renseigné sur chaque bon de commande émis. Le délai d'exécution des prestations commandées au titulaire ne doit pas dépasser 15 jours ouvrés maximum, à compter du lendemain du jour de réception du bon de commande par le titulaire.

La réalisation de cette étape préalable permet à l'organisme concerné d'établir et de transmettre au titulaire les bons de commande correspondants.

Les bons de commande émis sont spécifiques à un site d'un organisme et peuvent regrouper plusieurs prestations différentes à réaliser sur un même site.

5.2 PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

L'organisme concerné peut accorder au titulaire une prolongation des délais d'exécution fixés, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai du fait de l'organisme ou du fait d'un événement à caractère de force majeure.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire devra informer l'organisme bénéficiaire des causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans le délai contractuel. Il y indiquera la durée de la prolongation demandée.

Une prolongation des délais ne peut en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.

5.3 MODALITES DE TRANSMISSION ET CONTENU DES BONS DE COMMANDES

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine. La date de réception du bon de commande par le titulaire tient lieu de date de notification de celui-ci.

Chaque bon de commande précise :

- L'identité de l'organisme
- La référence de l'accord-cadre
- Le n° et la date du bon de commande
- Le lieu d'exécution
- La désignation des prestations à exécuter
- Les délais d'exécution le cas échéant
- La quantité
- Le prix unitaire ou forfaitaire HT applicable fixé dans les pièces financières de l'accord-cadre
- Le montant total HT et TTC
- Le nom et la signature de la personne responsable de la commande

Une annexe détaillée jointe au bon de commande rappellera :

- Les jours et horaires d'ouverture
- Nom et coordonnées de la personne à contacter sur place
- Les modalités d'intervention et de livraison

5.4 MODIFICATIONS D'UN BON DE COMMANDE

Toute demande de modification des prestations commandées est adressée par tout moyen au titulaire par l'organisme au moins 7 jours calendaires avant la prise d'effet de la modification.

ARTICLE 6 – PRIX

6.1 TYPE DU PRIX

Les prestations sont rémunérées :

- A prix global forfaitaire pour les prestations récurrentes listées dans la Décomposition du prix global forfaitaire DPGF ;
- A prix unitaire pour les prestations de nettoyage exceptionnelles ponctuelles à la demande et les prestations de nettoyage des vitres listées dans le bordereau des prix unitaires BPU.

6.2 CONTENU DES PRIX

6.2.1 Dispositions communes au prix forfaitaire et au prix unitaire.

Les prix du marché sont établis hors TVA.

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour réaliser l'intégralité des prestations décrites dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prix tiennent compte de tous les aléas et sujétions susceptibles d'être rencontrés durant l'exécution des prestations.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, le soumissionnaire prendra soin de signaler par écrit à l'organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP pour justifier une demande de supplément.

Il est bien précisé que les surfaces figurant sur les CCTP et annexes du CCTP, remis aux entreprises avec le dossier de consultation, sont données à titre purement indicatif et que les entreprises doivent les vérifier de manière à remettre un prix sous leur entière responsabilité.

Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les aléas qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie du marché, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

6.2.2 Dispositions particulières au prix forfaitaire :

Le prix forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne l'exécution des prestations définies par le présent accord-cadre et est réputé comprendre toutes les dépenses nécessaires au complet achèvement des prestations y compris toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transport nécessaires, les frais de déplacement et d'hébergement et tous les frais généraux, les bénéfices, les charges sociales et fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers pouvant survenir lors de l'exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément ou plus-value de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

6.2.3 Dispositions particulières au prix unitaire :

Les prix de l'accord-cadre sont des prix unitaires complets qui couvrent toutes les dépenses nécessitées par l'exécution des prestations. Le prix est réputé comprendre toutes les dépenses nécessaires au complet achèvement des prestations y compris toutes les dépenses de main d'œuvre, fournitures et transport nécessaires, les frais de déplacement et d'hébergement et tous les frais généraux, les bénéfices, les charges sociales et fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers pouvant survenir lors de l'exécution des prestations, de sorte qu'aucun supplément ou plus-value de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité ou en valeur.

Les prix unitaires sont appliqués **aux quantités réellement exécutées et admises**.

6.3 VARIATION DES PRIX

Les prestations sont rémunérées par application d'un prix révisable.

6.3.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres (voir règlement de la consultation) ; ce mois est appelé "mois zéro".

Si la date limite de remise des offres est reportée au cours de la même consultation, la base de réputation des prix, "mois zéro", sera celle correspondant à la date fixée initialement pour la date limite de remise des offres.

6.3.2 Révision des prix

Les prix sont fermes pendant les douze premiers mois d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de reconduction de l'accord-cadre, les prix seront ensuite révisés annuellement à chaque date anniversaire de l'accord-cadre.

Pour les prestations exceptionnelles ponctuelles à la demande traitées à prix unitaire, les prix révisés entrent également en vigueur à chaque date anniversaire de l'accord-cadre. En conséquence, les bons de commande émis et notifiés au titulaire avant cette date anniversaire ne font pas l'objet d'une révision, quand bien même l'exécution d'un bon de commande se poursuivrait au-delà de la date anniversaire.

La révision se fera aussi bien à la hausse qu'à la baisse.
Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

6.3.3 Formule de révision des prix :

La valeur révisée des prestations (Pn) s'obtiendra au moyen de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times [0,125 + 0,875 \times (Prop/Prop_0)]$$

Dans laquelle :

Pn = Prix de règlement

Po = Prix d'origine

Prop = dernier indice définitif de l'Index Propreté publié gratuitement sur le site internet Index Propreté (index-proprete.fr), à la date de révision des prix.

Prop0 = Indice Index Propreté publié gratuitement sur le site internet Index Propreté (index-proprete.fr), du mois d'établissement du prix, puis indice utilisé lors de la précédente révision.

A chaque révision successive, Prop devient Prop0

A chaque révision successive, Pn devient Po.

6.3.4 Clause de sauvegarde :

Les prix révisés ne pourront s'appliquer que dans la limite maximum d'une variation de 10% par an. En cas d'augmentation supérieure à 10% par rapport à l'année précédente, le coordonnateur du groupement de commandes se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnités pour le titulaire, sur simple notification écrite adressée au titulaire.

ARTICLE 7 – MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

7.1 RETENUE DE GARANTIE ET AVANCE

7.1.1 Retenue de garantie

Sans objet.

7.1.2 Avance

Les règles relatives à l'avance sont fixées par les articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Sauf indication contraire portée par le titulaire dans l'acte d'engagement, une avance sera accordée au titulaire dans les conditions prévues à l'article R2191-3 du Code de la commande publique. Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de montant minimum, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000,00 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le taux de l'avance applicable est fixé à 5 %. Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise (PME) au sens du Code de la commande publique.

Les modalités de calcul du montant de l'avance et de remboursement de l'avance sont celles définies par les articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

7.2 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS A PRIX GLOBAL FORFAITAIRE

7.2.1 Prestations d'initialisation / démarrage du marché

Les prestations d'initialisation / démarrage du marché rémunérées à prix global forfaitaire sont réglées une unique fois au début du marché à 100%, après achèvement total de l'ensemble des prestations. L'achèvement des prestations est apprécié site par site. Seuls les sites pour lesquels les prestations d'initialisation / démarrage sont achevées en totalité pourront donner lieu à règlement.

Pour permettre à l'organisme de prononcer l'admission des prestations et de mettre en paiement les règlements correspondants, le titulaire doit établir et transmettre à l'organisme l'ensemble des documents justificatifs permettant d'attester l'exécution des prestations, et notamment le tableau synthétique de suivi des prestations d'initialisation / démarrage du marché, conformément aux dispositions de l'article 8 du CCTP.

7.2.2 Acomptes et paiements partiels des autres prestations rémunérées à prix global forfaitaire

Les prestations de nettoyage sont réglées à terme échu mensuellement et forfaitairement après certification du service fait. Chaque acompte mensuel correspond au 1/12e des forfaits annuels tels que ceux-ci figurent dans les décompositions du prix global et forfaitaire DPGF concernées.

Le paiement s'effectuera après service rendu et approbation des prestations par l'organisme.

Lorsque la prestation n'a pas une durée totale en mois entier, le prix est calculé au prorata temporis.

Pour permettre à l'organisme de prononcer l'admission des prestations et de mettre en paiement les règlements correspondants au site de Creil de la CAF de l'Oise, le titulaire doit établir et transmettre à l'organisme le tableau synthétique mensuel de suivi et d'attestation des services faits, conformément aux dispositions de l'article 13.4.2 du CCTP.

7.3 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS A PRIX UNITAIRE

Chaque prestation exécutée par le titulaire et admise par l'organisme fait l'objet d'un règlement à réception de facture. Chaque bon de commande dont les prestations ont été exécutées par le titulaire et admises par l'organisme fait l'objet d'un règlement à réception de facture

La facturation des prestations rémunérées à prix unitaire s'effectuera après service rendu et approbation par l'organisme des prestations conformément à la commande établie et notifiée au titulaire.

Pour permettre à l'organisme de prononcer l'admission des prestations et de mettre en paiement les règlements correspondants, le titulaire doit établir et transmettre à l'organisme l'ensemble des documents justificatifs permettant d'attester l'exécution des prestations.

7.4 MODALITES DE REGLEMENT

Les factures afférentes au présent accord-cadre émises par le titulaire portent les mentions légales et les indications suivantes :

- Les noms et adresse du titulaire ;
- L'intitulé et le numéro de son compte bancaire ou postal (IBAN) tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- La référence de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande le cas échéant,
- La désignation de la prestation exécutée ou livrée ;
- La quantité exécutée ;
- Le prix unitaire ou forfaitaire H.T. ;
- Le taux et le montant de la T.V.A. ;
- Le montant total T.T.C. des prestations exécutées ou livrées ;
- La date.

Facturation électronique, transmission sur le portail Chorus Pro des factures sous forme électronique :

Conformément aux dispositions de l'article 11.8.1 du CCAG-FCS, le titulaire transmet ses demandes de paiement / factures sous forme électronique à l'organisme concerné par les prestations de la manière suivante :

- Sous forme électronique par voie dématérialisée sur le portail Chorus Pro. Le titulaire retrouve l'organisme concerné membre du groupement de commandes sur le portail Chorus Pro grâce aux informations (numéro SIRET et le cas échéant n° d'engagement et code service) qui seront communiquées au titulaire à la notification du marché : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>.

Une vérification de chaque facture sera effectuée avant le paiement. Elle a pour objet de s'assurer de la concordance entre les éléments de la facture et la bonne réalisation des prestations.

7.5 DELAI DE PAIEMENT - NANTISSEMENT

7.5.1 Délai de paiement

Les paiements s'effectueront par virements selon la réglementation en vigueur. Sous réserve des conditions fixées par le présent CCAP et par le Code de la commande publique, les délais sont de 30 jours au maximum.

7.5.2 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement selon les modalités fixées par le Code de la commande publique.

7.5.3 Nantissement

En vue du régime de nantissement, est désigné comme comptable assignataire le Directeur Comptable et Financier ou la Directrice Comptable et Financière de chaque organisme concerné par les prestations.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R2191-59 du code de la commande publique est le Directeur ou la Directrice de chaque organisme concerné par les prestations.

ARTICLE 8 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

La vérification de la bonne exécution des prestations est réalisée selon les modalités de contrôle définies par le CCTP.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti à l'organisme pour procéder aux opérations de vérification et notifier sa décision est de 30 jours.

A l'issue des opérations de vérification, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions de l'article 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 9 – CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, une clause de réexamen est applicable dans les cas définis ci-après.

Dans tous les cas, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

9.1 Clauses de réexamen ne nécessitant pas l'établissement d'un avenant : la mise en œuvre des modifications est subordonnée à la seule décision de l'organisme concerné.

9.1.1 Cas n° 1 : Arrêt / suppression définitive des prestations : retrait d'un site du périmètre du marché en cours d'exécution :

La fermeture définitive d'un site (cession ou fin de location) par l'organisme en cours d'exécution de l'accord-cadre met automatiquement fin aux prestations de nettoyage récurrentes réalisées par le titulaire sur le site concerné.

L'organisme communique par tout moyen au titulaire la date de fin des prestations de nettoyage sur le site concerné par la fermeture, au moins 15 jours calendaires avant celle-ci.

Le montant du marché est dans ce cas automatiquement diminué d'un montant égal au prix correspondant à ce site supprimé dans la décomposition du prix global forfaitaire du marché. Lorsque le site est retiré en cours de mois, le prix correspondant au site supprimé est calculé au prorata temporis.

9.1.2 Cas n° 2 : Suspension provisoire des prestations : fermeture provisoire d'un site en cours d'exécution :

La fermeture provisoire d'un site (travaux ou locaux inoccupés) par l'organisme en cours d'exécution de l'accord-cadre suspend automatiquement les prestations de nettoyage récurrentes réalisées par le titulaire sur le site concerné.

L'organisme communique par tout moyen au titulaire la période de fermeture provisoire du site concerné, au moins 10 jours calendaires avant la date de début de la fermeture provisoire du site considéré.

La suspension des prestations de nettoyage sur un site fermé provisoirement entraîne automatiquement la réduction au prorata temporis du prix correspondant au site concerné dans la décomposition du prix global forfaitaire du marché.

9.2 Clauses de réexamen nécessitant l'établissement d'un avenant : la mise en œuvre des modifications donne lieu à la signature d'un avenant par les parties du marché.

9.2.1 Cas n° 3 : Ajout de prestations : ajout d'un nouveau site ou de nouveaux locaux dans le périmètre du marché en cours d'exécution :

En cours d'exécution du marché, l'organisme peut demander au titulaire de réaliser les prestations de nettoyage récurrentes d'un nouveau site ou de nouveaux locaux non compris dans le périmètre initial du marché.

Les modalités d'ajout d'un nouveau site ou de nouveaux locaux dans le périmètre du marché en cours d'exécution sont fixées par avenant dans les conditions suivantes :

L'établissement de l'avenant doit faire l'objet d'une discussion et de négociations préalables entre le titulaire et le représentant de l'organisme.

Le prix relatif à l'ajout d'un nouveau site ou de nouveaux locaux est notamment négocié :

- En fonction des exigences qualitatives imposées par le cahier des charges du marché,
- Sur la base des éléments renseignés dans le document « clause de réexamen » établi par le titulaire lors de la remise de l'offre.

9.2.2 Cas n° 4 : Modifications des prestations : modification du périmètre d'un site en cours d'exécution :

- Augmentation des surfaces d'un site inférieure ou égale à 3% ou diminution des surfaces d'un site inférieure ou égale à 3% :

Le titulaire accepte une modification de plus ou moins 3 % des surfaces à nettoyer d'un site sans que cela n'entraîne une variation du prix des prestations.

Les parties conviennent de ne pas modifier les conditions financières du marché, le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit. La variation est comprise dans l'offre de prix du titulaire.

Dans tous les autres cas, un avenant est conclu dans les conditions suivantes :

- Augmentation des surfaces d'un site supérieure à 3% ou diminution des surfaces d'un site supérieure à 3% :

La fixation du nouveau prix applicable pour les prestations récurrentes doit faire l'objet d'une discussion et de négociations entre le titulaire et le représentant de l'organisme. Le nouveau prix est notamment négocié en fonction des exigences qualitatives imposées par le cahier des charges du marché et sur la base des éléments renseignés dans le document « clause de réexamen » établi par le titulaire lors de la remise de l'offre.

9.2.3 Cas n° 5 : Nouvelle prestation confiée au titulaire en cours d'exécution du marché : la fourniture et la gestion des stocks de consommables sanitaires de qualité écologique :

Uniquement pour les sites pour lesquels la fourniture des consommables sanitaires est assurée par l'organisme :

En cours d'exécution du marché, l'organisme pourra décider de confier au titulaire la fourniture et la gestion des stocks de consommables sanitaires de qualité écologique respectant la clause environnementale définie par le marché.

La fixation du prix applicable pour cette nouvelle prestation doit faire l'objet d'une discussion et de négociations entre le titulaire et le représentant de l'organisme.

Le prix relatif à l'ajout de cette prestation de fourniture et de gestion des stocks de consommables sanitaires de qualité écologique est notamment négocié en fonction des effectifs du site et du nombre d'équipements sanitaires installés dans les locaux du site concerné.

9.2.4 Cas n° 6 : Modifications des prestations de fourniture des consommables sanitaires à la charge du titulaire :

Le montant forfaitaire des prestations de fourniture des consommables sanitaires, fixé pour chaque site concerné dans la décomposition du prix global forfaitaire du marché, peut être réexaminé en cours d'exécution du marché dans les cas suivants :

- Ajout d'un nouveau consommable sanitaire dans le périmètre des prestations de fourniture des consommables sanitaires à la charge du titulaire ;
- Retrait d'un consommable sanitaire du périmètre des prestations de fourniture des consommables sanitaires à la charge du titulaire ;
- Augmentation substantielle des quantités d'un consommable sanitaire à fournir par le titulaire à la suite de travaux réalisés dans les locaux d'un site de l'organisme (installation d'équipements sanitaires ou de toilettes supplémentaires sur un site à la suite de travaux par exemple) ;
- Diminution substantielle des quantités d'un consommable sanitaire à fournir par le titulaire à la suite de l'application de nouvelles procédures de tri et de traitement des déchets sur un site de l'organisme (développement d'îlots de tri à chaque étage des bâtiments par exemple).

La fixation du nouveau prix global forfaitaire applicable du site concerné doit faire l'objet d'une discussion et de négociations entre le titulaire et le représentant de l'organisme. Le nouveau prix est notamment négocié le cas échéant en fonction des effectifs du site et du nombre d'équipements sanitaires installés dans les locaux du site concerné.

Les modifications définies ci-dessus doivent respecter la clause environnementale imposée par le marché.

Etant précisé que l'impact des évolutions des effectifs d'un site sur les quantités de consommables sanitaires à fournir par le titulaire est traité conformément aux dispositions prévues dans les bordereaux des prix unitaires BPU du marché.

9.2.5 Cas n° 7 : Modifications des prestations : cas spécifiques

Les modifications engendrées par les cas spécifiques suivants peuvent donner lieu à l'application d'une clause de réexamen :

- Changement du revêtement de sol d'un site à la suite de travaux réalisés dans les locaux,
- Modification substantielle du zonage d'un site (modifications des cloisons, ajout de bureaux etc.), à la suite de réaménagement des locaux réalisé sur un site,
- Mise en œuvre du plan de progrès prévu à l'article 13.6 du CCTP.

Les modifications engendrées par ces cas spécifiques ayant une incidence financière inférieure ou égale à 3% du prix global forfaitaire des prestations récurrentes de nettoyage d'un site concerné n'entraînent pas de variation du prix des prestations.

Les parties conviennent de ne pas modifier les conditions financières du marché, le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité de quelque nature que ce soit. La variation est comprise dans l'offre de prix du titulaire.

Pour les modifications engendrées par ces cas spécifiques ayant une incidence financière supérieure à 3% du prix global forfaitaire des prestations récurrentes de nettoyage d'un site concerné :

La fixation du nouveau prix global forfaitaire applicable du site concerné doit faire l'objet d'une discussion et de négociations entre le titulaire et le représentant de l'organisme. Le nouveau prix est notamment négocié en fonction des exigences qualitatives imposées par le cahier des charges du marché et sur la base des éléments renseignés dans le document « clause de réexamen » établi par le titulaire lors de la remise de l'offre.

9.2.6 Cas n° 8 : ajouts de prestations à la suite de la survenance d'un nouveau besoin :

En cours d'exécution du marché, pour répondre à un nouveau besoin identifié par l'organisme et non prévu initialement au marché, l'organisme peut ajouter au marché une nouvelle prestation, avec le consentement du titulaire.

La prestation ajoutée doit obligatoirement :

- Répondre à un besoin identifié par l'organisme ;
- Être conforme à l'objet du marché et ne pas remettre en cause la nature globale du marché ;
- Doit être analogue à une prestation (ou à une catégorie de prestation) figurant au marché, ou avoir un code CPV (niveau division ou groupe) identique à celui ou ceux indiqués dans l'avis d'appel public à concurrence publié pour ce marché.

La fixation du prix applicable pour chaque nouvelle prestation ajoutée doit faire l'objet d'une discussion et de négociations entre le titulaire et le représentant de l'organisme. Le titulaire justifie par tout moyen les modalités de fixation du prix de chaque prestation ajoutée au marché, notamment par la communication de son taux de marge.

9.2.7 Cas n° 9 : Clause de réexamen pour ajustement du volume d'heures dédié aux prestations de nettoyage récurrentes :

En cas d'écart significatif (+ de 10%) entre le volume d'heures minimum sur lequel s'est engagé le titulaire lors de la remise de son offre (dans le cadre de réponse) et le volume d'heures réellement déployé par le titulaire pour atteindre l'obligation de résultat, l'organisme peut sur simple demande obtenir le réajustement proratisé du prix du forfait du site concerné à la baisse.

A contrario, aucun réajustement du forfait à la hausse ne peut intervenir pour mauvaise estimation par le titulaire des moyens à déployer.

9.2.8 Cas n° 10 : Clause de réexamen pour surcoûts, circonstances imprévisibles :

En cas de circonstances imprévisibles ayant un impact significatif sur l'évolution des prix des matières premières ou des salaires nécessaires à la réalisation des prestations, le titulaire peut introduire une demande pour modifier les prix à hauteur des surcoûts constatés.

L'organisme acheteur instruit et statue sur cette demande au vu des documents présentés par le titulaire sur lesquels l'organisme peut demander toute précision ou détail utile. L'organisme acheteur n'a jamais obligation d'accepter la demande et, s'il l'accepte, peut en limiter l'application à la durée prévisible des circonstances qui l'ont justifiée.

La modification de prix envisagée ne peut dépasser 5 % par an par rapport au prix précédemment en vigueur. Elle peut se cumuler avec l'application de la clause de révision annuelle des prix.

ARTICLE 10 – REFACTIONS ET PENALITES

10.1 REFACTIONS

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à paiement.

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, lorsque l'organisme acheteur estime que les prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il peut décider d'une répétition des prestations sans surcoût ou prononcer une réfaction qui consiste en une réduction du prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Le montant de la réfaction sera calculé sur la base des éléments renseignés dans le document « clause de réexamen » établi par le titulaire lors de la remise de l'offre.

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur estime que les prestations ne peuvent être répétées ou admises en l'état, même avec réfaction, il en prononce le rejet partiel ou total.

Les décisions de réfaction ou de rejet ne peuvent être prises qu'après que le titulaire ou son représentant a été mis à même de présenter ses observations. Ces décisions seront motivées.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande pour présenter ses observations. En cas de silence du titulaire, passé ce délai, celui-ci est considéré comme ayant accepté la réfaction. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'organisme acheteur dispose ensuite de quinze jours pour lui notifier une nouvelle décision.

Les prestations non exécutées constatées par le représentant de l'organisme devront être refaites par le titulaire. Celui-ci devra éventuellement, dans un délai très court défini par l'organisme, prendre toutes dispositions pour effectuer cette remise en état.

Les dommages et détériorations, imputables au titulaire, provoqués par l'utilisation des produits et matériels de nettoyage du titulaire, donnent lieu à l'application d'une réfaction d'un montant équivalent au coût de la remise en état des installations, mobiliers, revêtements de sols ou équipements concernés.

Les pertes ou vols imputables au personnel du titulaire des moyens d'accès (clés ou badges) confiés par l'organisme donnent lieu à l'application d'une réfaction d'un montant équivalent au coût du remplacement des serrures des portes donnant exclusivement sur la voie publique par des serrures de même type. Les pertes ou vols imputables au personnel du titulaire de passes confiés par l'organisme donnent lieu à l'application d'une réfaction d'un montant équivalent au coût du remplacement des canons accessibles à partir du passe considéré. Des refactions identiques s'appliquent en cas de non restitution d'un moyen d'accès par le titulaire en fin de marché.

Aucune réfaction n'est appliquée durant la période des 30 jours qui suivent la date de la première intervention du titulaire sur un site, délai nécessaire à la mise au point des défauts admissibles par site et des seuils d'acceptabilité définis d'un commun accord entre l'organisme et le titulaire.

Les refactions se cumulent avec les pénalités définies ci-après.

10.2 PENALITES APPLICABLES

Les montants des pénalités s'entendent en euros HT, hors champ d'application de la TVA.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité, les pénalités s'appliquent quel qu'en soit le montant. Toutes les pénalités définies dans l'annexe 1 du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à la formule de calcul des pénalités prévue à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à la procédure prévue à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable (à l'exception des pénalités prévues aux articles 3 et 4 de l'annexe 1 du CCAP) et sans que le titulaire ne soit invité à présenter ses observations.

Aucune pénalité n'est appliquée durant la période des 30 jours qui suivent la date de la première intervention du titulaire sur un site, à l'exception des pénalités relatives aux prestations d'initialisation / démarrage du marché listées dans l'annexe 1 du présent CCAP qui sont quant à elles applicables dès le début du marché.

ARTICLE 11 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Il a été décidé de faire application des dispositions des articles L2112-2 et L2112-3 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du marché une clause environnementale obligatoire.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental. Ces conditions sont décrites à l'article 7 du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le candidat attributaire doit respecter ces conditions durant toute la durée du marché.

Les modalités de contrôle : il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de la clause environnementale pour laquelle le titulaire s'est engagé.

A la demande de l'organisme, le titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer l'organisme acheteur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer l'exécution de la clause environnementale.

Dans ce cas, l'organisme acheteur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

ARTICLE 12 – CLAUSE SOCIALE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Clause sociale en vue de l'accès à l'emploi de publics rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières :

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières, conformément aux dispositions des articles L2112-2 et L2112-3 du Code de la commande publique.

- **Facilitateur territorial désigné, accompagnement du titulaire pour la mise en œuvre de la clause sociale :**

Une procédure spécifique d'assistance a été mise en place pour faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion. Pour tous renseignements relatifs à la clause d'insertion en vue de l'accès à l'emploi de publics rencontrant des difficultés sociales et professionnelles, les candidats pourront s'adresser à :

Facilitateur désigné de la clause Sociale :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
200 rue de Roubaix, 59200 Tourcoing
Contact : Monsieur **Hugo VANDAMME**
Téléphone : 03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
Mail : hvandamme@lamelt.fr

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la structure pré-citée (Mission Emploi Lys-Tourcoing) peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur clause plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant l'appel d'offre : d'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion.

Durant la durée du marché :

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires etc.),
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnels etc.),
- De suivre l'application de la clause pour l'organisme acheteur,
- De faciliter les relations entre l'organisme acheteur, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

• **Volume d'heures de travail réservées :**

Il sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du marché par le titulaire, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, pour ce marché, le titulaire s'engage, sur la durée d'exécution totale du présent accord-cadre (y compris la ou les période(s) de reconduction), à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de :

- **Services de nettoyage des locaux de la CAF de l'Oise :**

Deux-cent-vingt heures (220 heures) par an ou six-cent-soixante heures (660 heures) pour les 3 années maximum du marché (durée totale maximum de validité de l'accord-cadre, toutes périodes de reconduction comprises).

Le titulaire s'engage à **démarrer la mise en œuvre de l'action d'insertion au plus tard 18 mois après le démarrage du marché.**

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article. A

l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

• Les publics éligibles :

Les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes :

- Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois.
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, AI...).
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail
- Des personnes prises en charge dans les secteurs adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation de l'organisme acheteur, que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

• Comptabilisation des heures :

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- Les heures travaillées rémunérées.
- Les heures de formation réalisées en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire).
- Les congés payés, pris à l'occasion de ce marché.
- Les jours fériés, pris sur ce marché.
- Les jours d'intempéries (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise).
- Les arrêts maladie, pris à l'occasion de ce marché.
- Les accidents de travail.
- Les congés exceptionnels (paternité...).

En cas de d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

• **Durée d'éligibilité des publics et comptabilisation des heures :**

- La **règle générale** : à compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois sous la réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le dispositif territorial de gestion des clauses sociales d'insertion animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi / insertion.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

- Les **cas particuliers** : si l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, recruté en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché (dans le respect des conditions citées ci-dessus) la durée d'éligibilité totale aux clauses sociales du salarié sera de 36 mois. Cette durée sera, dans tous les cas, mesurée à partir de la date de sa première embauche en application d'une clause sociale dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat.

• **Modalités de réalisation :**

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençant a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

- **Modalité n° 1 : embauche directe :**

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) etc.

- **Modalité n° 2 : la mise à disposition de personnel :**

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire etc.

- **Modalité n° 3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA :**

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non

seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

• **En cas de recours à la sous-traitance :**

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et l'organisme acheteur afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « Volumes d'heures de travail réservées ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

• **Globalisation :**

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès de l'organisme acheteur et/ou du facilitateur désigné, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et l'organisme acheteur. Elle peut être recevable par le facilitateur et l'organisme acheteur si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

• **Modalités de contrôle :**

- Dispositions générales :

Le titulaire est tenu de fournir au facilitateur tous les éléments nécessaires au suivi et au contrôle du déroulement des actions d'insertion.

De façon mensuelle (ou trimestrielle), le titulaire fournira (sous huitaine ou quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le facilitateur produira à la demande du donneur d'ordre ou de l'entreprise les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue dans l'annexe 1 du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par l'organisme acheteur ou le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou un envoi partiel sera considéré comme une faute pouvant donner lieu à la résiliation du bon de commande ou du marché, sans préjudice des pénalités prévues à cet effet dans l'annexe 1 du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

- Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique :

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer l'organisme acheteur et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, l'organisme acheteur peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai l'organisme acheteur et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale.

Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recouru à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

- Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale :

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du marché aux torts du titulaire dans les conditions décrites dans le présent CCAP, l'organisme acheteur applique une pénalité dans les conditions définies dans l'annexe 1 du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

• L'insertion à l'issue du marché :

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

• Règles liées au respect du RGPD :

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants du titulaire, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de

la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mail à :

v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données, M. Vianney HOuset, Mission Emploi Lys-Tourcoing, 200 rue de Roubaix, BP 50357, 59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

Le présent article 12 relatif à la clause sociale déroge aux dispositions de l'article 16.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Cet article complète l'article 5 du CCAG-FCS relatif à la confidentialité et à la protection des données personnelles.

Le titulaire, l'organisme, ainsi que son représentant, qui à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, du pouvoir adjudicateur, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter la réglementation française relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter le règlement UE n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection

des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit règlement RGPD).

Le titulaire s'engage, ainsi que sous-traitants à respecter l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 relative à la protection des données personnelles.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du maître de l'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire, ainsi que ses sous-traitants, s'engagent à respecter toute consigne donnée par les autorités compétentes.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité couvrant ses responsabilités en cas d'accident, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages matériels causés au tiers à l'occasion des prestations objets de l'accord-cadre.

Le titulaire déclare avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels causés à des tiers, y compris à l'organisme.

Le titulaire devra, en particulier, veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution de la prestation, objet du marché. Cette police d'assurances "responsabilité civile" devra comporter une garantie suffisante et être en rapport avec l'objet du marché.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire sera tenu de produire l'attestation de cette assurance dans les quinze jours suivant la notification du marché et avant tout début d'exécution des prestations. Cette attestation devra préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, le montant et l'étendue des garanties.

Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution du marché.

Il s'engage sur toute demande faite par l'organisme, ou en cas de modification des conditions de sa police d'assurance, à communiquer une attestation de souscription de la police d'assurance en cours de validité.

En cours d'exécution du marché, il s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance nécessaire et à avertir immédiatement l'organisme de toute difficulté qui pourrait survenir.

Ces dispositions complètent celles prévues à l'article 9 du CCAG-FCS.

ARTICLE 15 – REPRISE DU PERSONNEL

En application des dispositions légales en vigueur, le titulaire du marché s'engage à assurer la continuité des contrats de travail des salariés concernés du marché, dans les conditions prévues par ces dispositions légales.

Le non-respect de ces dispositions conventionnelles constitue un motif de résiliation du marché sans indemnité, conformément à l'article 41.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit transmettre à l'organisme dans les 15 jours suivant la demande formulée par l'organisme la liste et la masse salariale des personnels à reprendre dans le cadre de l'obligation de communiquer ces informations aux candidats lors du renouvellement du marché.

La communication de ces informations aux candidats n'engage pas la responsabilité de l'organisme, qui n'est pas à l'origine des informations transmises aux candidats et décline toute responsabilité concernant la véracité des informations transmises.

ARTICLE 16 - SOUS-TRAITANCE

En cas de demande de sous-traitance, il sera fait application des dispositions légales et réglementaires en vigueur : la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance et le Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article L2193-2 du Code de la commande publique, la sous-traitance totale intégrale du présent marché par le titulaire est interdite par la réglementation.

ARTICLE 17 - RESILIATION

Cet article complète les dispositions prévues au Chapitre 7 Résiliation (Articles 38 à 45) du CCAG-FCS.

En cas d'inexécution par le Titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, l'organisme peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du Titulaire selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

Dans l'hypothèse où la résiliation est précédée d'une mise en demeure, celle-ci est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception. Le titulaire disposera d'un délai de 15 jours à compter de la notification pour satisfaire à ses obligations.

En complément des dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS, le marché peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas qui suivent.

En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de l'organisme, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, l'organisme peut de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, l'organisme peut procéder à la résiliation du marché.

De plus lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail et après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à

ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

La résiliation aux torts du titulaire ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles contre celui-ci si la non-exécution des prestations entraîne un préjudice pour l'organisme. En cas de résiliation de l'accord-cadre, l'organisme se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

ARTICLE 18 - REGLEMENT DES LITIGES

Conformément aux dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS, l'organisme et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Pour le règlement des litiges, il sera fait recours à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du nouveau code de procédure civile. Les parties pourront également recourir au médiateur des entreprises.

Le tribunal compétent est le tribunal de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de l'organisme émetteur du bon de commande.

ARTICLE 19 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Hormis les dérogations du présent CCAP rappelées ci-après, le titulaire reste soumis au Cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS).

Article du CCAP	Dérogation au CCAG-FCS	Objet de la dérogation
2	4	Ordre de priorité des pièces contractuelles
8	28.2	Déroulement des opérations de vérification
10.2	14.1 ; 14.1.2 ; 14.1.3	Pénalités
12	16.1	Clause d'insertion sociale
17	41	Résiliation